



Florian Moussi-Beylie

Thèse de doctorat en sciences économiques.

*Les effets économiques et sociaux des Méga-Événements sportifs : l'apport des méthodes expérimentales.*

L'accueil des méga-événements sportifs prête de plus en plus à discussion. Ces compétitions à grande échelle sont les plus grands événements mondiaux à raison du budget financier, de la publicité et de la participation internationale. Lorsqu'un pays, une région ou une ville se voit attribuer la réception d'un méga événement sportif, les organisateurs font état de nombreuses retombées économiques et sociales positives. Mais entre les prévisions très optimistes des différentes études ex-ante et les retombées réelles ex-post pour l'économie de la région d'accueil, les estimations peuvent fortement varier. De surcroît, il existe de nombreuses controverses académiques sur l'apport durable à l'économie du pays hôte d'un tel évènement (Baade et Matheson, 2016). En raison du fort investissement monétaire et en politique publique de l'état hôte, les méga-événements sont à considérer comme une politique publique pouvant répondre aux besoins d'évaluation d'impact à l'aide de technologies avancées combinant modélisation théorique et économétriques.

La France fut sélectionnée pour organiser les Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024 le 13 septembre 2017 après plusieurs candidatures infructueuses. Cette décision du CIO témoigne de la capacité des différents acteurs publics, de ses organisations sportives et des entreprises françaises à organiser de Grands Evénements Sportifs Internationaux (GESI). La France compte comme un des pays qui accueille le plus de GESI au monde. En effet, ce sont tenus l'Euro masculin de football en 2016, les championnats du monde de handball en 2017, les *Gay Games* et la *Ryder Cup* en 2019, la coupe du monde féminine de football en 2019 et accueillera la coupe du monde de rugby en 2023. Preuve de l'expérience de la France dans l'organisation des grands événements (déroulement, médiatisation, constructions, sécurisation, etc.) mais aussi dans les politiques publiques d'accompagnements afin de partager l'évènement auprès de la population. Ces événements soulèvent des questions de rentabilités économiques et sociales car ils demandent de considérables investissements (notamment publics). Dès lors, de nombreuses retombées sont mises en avant par les organisateurs. L'héritage sportif est notamment promu par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (COJOP) en utilisant les années précédant les Jeux pour promouvoir le sport et ses valeurs (Paris 2024) à travers de multiples évènements comme la fête du sport, la Semaine Olympique et Paralympique et la mise en place du label Terre des Jeux pour les territoires qui œuvrent pour une pratique du sport plus développée. Afin de répondre aux chiffres alarmants de l'inactivité sportive en France et notamment chez les jeunes. Le premier chapitre cherche à mesurer précisément l'effet des labels olympiques qui sont données par le COJOP aux communes sur la pratique sportive.

Par la suite les dépenses pour les politiques sportives en France sont souvent justifiées afin d'obtenir des succès sportifs internationaux lors de grands événements sportifs qui peuvent avoir un impact sur la pratique sportive de masse par un effet de « ruissellement » ou de « retombée ». Les autorités publiques brandissent cet effet afin de justifier les investissements dans le sport d'élite (De Bosscher et al, 2013). Les dépenses des administrations publiques en faveur du sport représentent en 2020 13,8 milliards d'euros courant ce qui correspond à 0,6 points de PIB (INJEP-MEDES). Avec comme un des objectifs le sport de compétition et de haut niveau en y favorisant l'émergence de champions ayant le niveau international en y octroyant la majeure partie des financements et du capital (Arnaud et Augustin, 2008). Ainsi que d'attirer l'accueil des grands-événements sportifs sur le sol national (Mahtani et al, 2013). L'objectif de ce second chapitre est quant à lui de mesurer cet effet de ruissellement du sport d'élite en mesurant les succès sportifs, la médiatisation des sportifs et l'accueil de grands événements sportifs internationaux sur la pratique sportive de masse dans le marché français.

Dans un dernier chapitre qui s'inscrit dans la continuité du document de travail sur l'effet du bénévolat sur l'employabilité menée en 2011 et 2012 (Brodaty et al, 2018), il s'agit de tester l'effet du bénévolat olympique sur la probabilité d'obtenir un entretien d'embauche. Mesurer comment les Jeux Olympiques de Paris 2024 sont capables de changer les perspectives d'emploi des bénévoles en France, car ceux-ci vont créer un choc sur le nombre de bénévoles en amont et durant les jeux. Participer à du bénévolat permet de développer un réseau informel, d'éviter la dépréciation ou de fournir un gain au capital humain (Day et Devlin, 1998). Il fournit également un signal sur les motivations intrinsèques du candidat. Pour étudier ces canaux, des études utilisent des entretiens avec les volontaires et se concentrent sur leurs sentiments subjectifs (Koutrou et al., 2016, Lockstone-Binney et al., 2016). Par conséquent quel serait l'impact de ce phénomène dans les dimensions sociales et économiques ? L'objectif ici est de construire une mesure objective du point de vue du recruteur. Nous proposons une expérience originale pour mesurer l'héritage des jeux Olympiques sur les perspectives d'emploi des volontaires. Pour cela il sera réalisé un testing (Petit, 2003) visant à analyser la probabilité d'accès à un entretien d'embauche en fonction du niveau de signal de bénévolat. Plus précisément, c'est l'impact potentiel d'un demandeur d'emploi faisant état de son expérience de bénévole sur sa candidature qui sera étudié par le biais notamment d'un rappel de la part de l'employeur potentiel.